

seront utilisées de façon optimale. Nous nous tournons vers l'OCDE afin que cette dernière mette à notre disposition une base analytique et des conseils en matière de politiques nous permettant de faire face à ces nouvelles réalités.

Les phénomènes de migration soulèvent de nouveaux problèmes requérant des solutions fondées sur la coopération internationale et la prévention ainsi que des mesures de redressement. La conférence de Madrid sur la migration, coparrainée par le Canada, a mis en lumière la nécessité d'élaborer des stratégies de développement globales afin d'atténuer les pressions qu'engendre l'émigration et de faciliter la gestion des flux migratoires.

L'OCDE doit continuer d'analyser les tendances de l'immigration selon une approche multidisciplinaire tout en accordant une attention particulière aux liens qui existent entre l'aide, le commerce et l'investissement étranger direct.

Monsieur le président, j'aimerais, pour conclure, souligner la qualité du travail accompli dans le cadre du dialogue informel avec les pays non-membres ainsi que le dynamisme de ces derniers. Les réunions tenues jusqu'à maintenant ont été productives et instructives.

Nous appuyons sans réserve la décision d'élargir le dialogue sur certaines questions.

Certains ont dit craindre que l'OCDE, en partageant ses énergies entre ses tâches fondamentales et sa collaboration avec les pays non membres, n'en arrive à négliger les activités traditionnelles en matière de politique économique à l'intention des pays membres.

Ce ne sera pas nécessairement le cas. Les services que l'organisation fournit à ses membres doivent demeurer sa priorité. Cependant, en maintenant un réseau de contacts ouverts avec les pays qui aspirent à se doter de systèmes économiques et politiques comparables aux nôtres, pays membres et non-membres peuvent oeuvrer ensemble à la réalisation des objectifs de croissance économique, de libre-échange multilatéral et de développement. Loin d'être incompatibles, ces différents objectifs sont en fait complémentaires.

Pour conclure, monsieur le président, j'aimerais revenir sur la proposition très pertinente faite par notre collègue suédois ce matin à l'effet que nous devrions adopter une approche plus stratégique à l'égard de nos relations avec les non-membres. Sa proposition de créer un «groupe de personnes éminentes» chargé d'étudier cette question me paraît mériter notre appui. Ce serait une méthode extrêmement valable pour nous permettre d'aboutir à la bonne orchestration de nos relations, de nos programmes et du dialogue avec les non-membres pour le plus grand bénéfice de tous ceux qui sont concernés.